

Journal Officiel de la République Tunisienne

TRADUCTION FRANÇAISE POUR INFORMATION

Mardi 27 jourmada I 1439 – 13 février 2018

161^{ème} année

N° 13

Sommaire

Lois

- Loi organique n° 2018-6 du 6 février 2018**, portant approbation du protocole additionnel à l'accord arabo-méditerranéen de libre échange (accord Agadir) concernant l'adhésion de nouveaux Etats 379
- Loi n° 2018-7 du 6 février 2018**, complétant le code pénal en vue de renforcer la protection des agriculteurs contre les vols..... 379

Décrets et Arrêtés

- Assemblée des Représentants du Peuple**
Nomination d'un directeur général..... 380
- Présidence de la République**
Décret Présidentiel n° 2018-10 du 6 février 2018, portant ratification du protocole additionnel à l'accord arabo-méditerranéen de libre échange (accord Agadir) concernant l'adhésion de nouveaux Etats 380
- Ministère de la Justice**
Nomination de membres des juridictions spécialisées pour enfants 380
Cessation de fonctions d'un chef de greffe de juridiction 385
Cessation de fonctions d'un chef de service 385
- Ministère de l'Intérieur**
Nomination d'administrateurs en chef 386
Nomination de gestionnaires en chef de documents et d'archives 386

Ministère des Affaires Etrangères	
Nomination d'un directeur	386
Nomination de directeurs adjoints.....	386
Ministère des Affaires Religieuses	
Nomination d'un directeur général	387
Ministère des Finances	
Octroi d'un congé pour la création d'une entreprise	387
Ministère du Commerce	
Nomination de directeurs généraux.....	387
Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement	
Nomination de directeurs	387
Nomination de sous-directeurs	387
Ministère de l'Education	
Nomination d'un sous-directeur	388
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche	
Nomination de directeurs généraux.....	388
Nomination d'un commissaire régional au développement agricole	388
Cessation de fonctions d'un inspecteur général.....	388
Cessation de fonctions d'un commissaire régional au développement agricole.....	388
Nomination des experts en diagnostic (auditeurs) technique, périodique et obligatoire des équipements, des travaux et des modes de production liés à l'utilisation des eaux.....	388
Ministère de la Santé	
Nomination de directeurs	388
Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	
Nomination d'un chargé de mission.....	389
Ministère du Transport	
Arrêté du ministre du transport du 2 février 2018, modifiant l'arrêté du 1 ^{er} août 2006 relatif aux prestations administratives rendues par les services relevant du ministère du transport, des établissements et entreprises publics sous tutelle et aux conditions de leur octroi.....	389
Ministère des Affaires de la Jeunesse et du Sport	
Nomination de directeurs généraux.....	392
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance	
Nomination d'un chef de service.....	392
Ministère des Relations avec les Instances Constitutionnelles et la Société Civile et des Droits de l'Homme	
Nomination d'un chef de service	392
Ministère des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières	
Attribution de l'indemnité de gestion administrative et financière.....	392

lois

Loi organique n° 2018-6 du 6 février 2018, portant approbation du protocole additionnel à l'accord arabo-méditerranéen de libre échange (accord Agadir) concernant l'adhésion de nouveaux Etats (1).

Au nom du peuple,

L'assemblée des représentants du peuple ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi organique dont la teneur suit :

Article unique - Est approuvé le protocole additionnel à l'accord arabo-méditerranéen de libre échange (accord Agadir) concernant l'adhésion de nouveaux Etats, annexé à la présente loi organique, conclu le 6 avril 2016.

La présente loi organique sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 6 février 2018.

Le Président de la République
Mohamed Béji Caïd Essebsi

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par l'assemblée des représentants du peuple dans sa séance du 23 janvier 2018.

Loi n° 2018-7 du 6 février 2018, complétant le code pénal en vue de renforcer la protection des agriculteurs contre les vols (1).

Au nom du peuple,

L'assemblée des représentants du peuple ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique - Il est ajouté au code pénal l'article 263 bis ainsi libellé :

Article 263 bis - Sera puni de dix ans d'emprisonnement quiconque aura commis le vol :

- de machines et matériels agricoles, aussi multiples ou uniques qu'ils soient. Sont considérés comme machines et matériels agricoles au sens du présent article, les tracteurs, les remorques, les charrues, les camions destinés au transport du produit, le matériel de récolte, les matériels et équipements d'irrigation et les moteurs et pompes à eau.

- de produits agricoles. Sont considérés comme produits agricoles au sens du présent article, les légumes, les fruits et les céréales avant ou après la récolte et le sparte dans son palmier.

- de bétail, aussi multiple ou unique qu'il soit. Est considéré comme bétail au sens du présent article, les chevaux, les camélidés, les bovins, les ovins et les caprins.

Afin d'établir l'infraction de vol, il peut être fait usage de tout procédé récent ou traditionnel, servant à détecter la trace de la chose volée et de la localiser.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 6 février 2018.

Le Président de la République
Mohamed Béji Caïd Essebsi

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par l'assemblée des représentants du peuple dans sa séance du 23 janvier 2018.

décrets et arrêtés

ASSEMBLEE DES REPRESENTANTS DU PEUPLE

Par décret gouvernemental n° 2018-142 du 7 février 2018.

Monsieur Nader Mnif, conseiller de premier ordre de la chambre des députés, est chargé des fonctions de directeur général d'administration centrale au cabinet à l'assemblée des représentants du peuple.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret Présidentiel n° 2018-10 du 6 février 2018, portant ratification du protocole additionnel à l'accord arabo-méditerranéen de libre échange (accord Agadir) concernant l'adhésion de nouveaux Etats.

Le Président de la République,

Vu la constitution et notamment ses articles 67 et 77,

Vu la loi organique n° 2018-6 du 6 février 2018, portant approbation du protocole additionnel à l'accord arabo-méditerranéen de libre échange (accord Agadir) concernant l'adhésion de nouveaux Etats,

Vu la loi n° 2016-29 du 5 avril 2016, portant organisation de la ratification des conventions,

Vu le protocole additionnel à l'accord arabo-méditerranéen de libre échange (accord Agadir) concernant l'adhésion de nouveaux Etats.

Prend le décret Présidentiel dont la teneur suit :

Article premier - Est ratifié le protocole additionnel à l'accord arabo-méditerranéen de libre échange (accord Agadir) concernant l'adhésion de nouveaux Etats.

Art. 2 - Le ministre des affaires étrangères et le ministre du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret Présidentiel qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 6 février 2018.

Le Président de la République
Mohamed Béji Caïd Essebsi

MINISTERE DE LA JUSTICE

Par arrêté du ministre de la justice, du ministre des affaires sociales et de la ministre de la femme, de la famille et de l'enfance du 13 février 2018.

Les spécialistes dans le domaine de l'enfance ci-dessous énumérés sont désignés membres des juridictions spécialisées pour enfants conformément aux indications du tableau suivant :

Circonscription de la cour d'appel de Tunis

Cour d'appel de Tunis :

Nom et prénom	Ministère concerné
Ines Akeri	Ministère des affaires sociales
Lamia Derwich	Ministère des affaires sociales
Mehrez Ben Rjab	Ministère des affaires sociales
Jihen Annèn	Ministère des affaires sociales
Amira Sahli	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Ines Achour	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Sabri Abidi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Tunis 1 et 2 :

Nom et prénom	Ministère concerné
Wansa Lahsoumi	Ministère des affaires sociales
Fatma Cherni	Ministère des affaires sociales
Bassma Nadhif	Ministère des affaires sociales
Mariam Trabelsi	Ministère des affaires sociales
Sofia Essid	Ministère des affaires sociales
Khaoula Ben Khalifa	Ministère des affaires sociales
Rim Boukhatem	Ministère des affaires sociales
Zaineb Trabelsi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Nada Fraoula	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Nessrine Rzig	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Lamia Hamza	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de l'Ariana :

Nom et prénom	Ministère concerné
Sondes Boukari	Ministère des affaires sociales
Nadia Mnari	Ministère des affaires sociales
Mahdi Makrni	Ministère des affaires sociales
Mehrzia Ajroudi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Ala Eddine Aouadi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Khamissa Barhoumi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Nadia Mrayhi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Ben Arous :

Nom et prénom	Ministère concerné
Rihab El Attar	Ministère des affaires sociales
Habiba Moussa El Riahi	Ministère des affaires sociales
Adel Chabèb	Ministère des affaires sociales
Amna Makni	Ministère des affaires sociales
Walid Ben Ali	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Ibrahim Rihanni	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Soukaina Weslati	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Salem Omrani	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de la Manouba :

Nom et prénom	Ministère concerné
Sameh Khayatti	Ministère des affaires sociales
Dhahbi Jamaâoui	Ministère des affaires sociales
Fayrouz Hajjem	Ministère des affaires sociales
Kamel Lasoued	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Noureddine Sahraoui	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Akrem Bouhleli	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Circonscription de la cour d'appel de Nabeul**Cour d'appel de Nabeul :**

Nom et prénom	Ministère concerné
Fathi Boudhiba	Ministère des affaires sociales
Imen Chabouh	Ministère des affaires sociales
Sami Laabidi	Ministère des affaires sociales
Afef Elkorâani	Ministère des affaires sociales
Laila Chermiti	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Sihem Bellahirech	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Abdallah Mastouri	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Nabeul :

Nom et prénom	Ministère concerné
Sameh Trabelsi	Ministère des affaires sociales
Wahid El Ghabri	Ministère des affaires sociales
Amel Ghodhbèn	Ministère des affaires sociales
Sameh Bahri	Ministère des affaires sociales
Hayet Khelifi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Wassila Milliti	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Salwa Belhaj	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Grombalia :

Nom et prénom	Ministère concerné
Nadra Jabnoun	Ministère des affaires sociales
Salwa Ben Nassib	Ministère des affaires sociales
Kawther Salmi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Zaghouan :

Nom et prénom	Ministère concerné
Imen Bachouch	Ministère des affaires sociales
Ayda Akkari	Ministère des affaires sociales
Leila Al Araouki	Ministère des affaires sociales
Ibrahim Ahmadi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Lamia Ferjani	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Houda Sassi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Circonscription de la cour d'appel de Bizerte**Cour d'appel de Bizerte :**

Nom et prénom	Ministère concerné
Najet Sfaxi	Ministère des affaires sociales
Ines Nakmar	Ministère des affaires sociales
Fatma Elhorri	Ministère des affaires sociales
Bassma Ghazghazi	Ministère des affaires sociales
Sonia Sokraf	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Mohamed Said	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Ali Werhani	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Bizerte :

Nom et prénom	Ministère concerné
Afifa Saideni	Ministère des affaires sociales
Samia Azzebi	Ministère des affaires sociales
Hatem Radhoueni	Ministère des affaires sociales
Laila Amdouni	Ministère des affaires sociales
Mouna Werghi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Mohamed Yacer Guitouni	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Yamen Feleh	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Dorsaf Mokni	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Circonscription de la cour d'appel de Béja**Cour d'appel de Béja :**

Nom et prénom	Ministère concerné
Khmeyes M dini	Ministère des affaires sociales
Boutheyna El Belagh	Ministère des affaires sociales
O lfa Laabidi	Ministère des affaires sociales
Mehrzia Bchini	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Latifa Lassoued	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Béja :

Nom et prénom	Ministère concerné
Naima Dellaï	Ministère des affaires sociales
Wassila Joubali	Ministère des affaires sociales
Toumadher Mlih	Ministère des affaires sociales
Nessma Ben Romdhane	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Fathi Riahi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Hanan Troudi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Circonscription de la cour d'appel de Jendouba**Cour d'appel de Jendouba :**

Nom et prénom	Ministère concerné
Alia El Herzi	Ministère des affaires sociales
Taoufik Moualhi	Ministère des affaires sociales
Samia Bchini	Ministère des affaires sociales
Rabii Ayadi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Habiba Fouzai	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Nizar Ayadi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Jendouba :

Nom et prénom	Ministère concerné
Raouf Aloui	Ministère des affaires sociales
Noureddine Daboussi	Ministère des affaires sociales
Nasra Nasser	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Lilia Hamdi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Zahida Filani	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Circonscription de la cour d'appel du Kef**Cour d'appel du Kef :**

Nom et prénom	Ministère concerné
Hanan Ben Said	Ministère des affaires sociales
Haikel Cherni	Ministère des affaires sociales
Issam Aouedi	Ministère des affaires sociales
Farouk Hmissi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Radhia Nouasri	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance du Kef :

Nom et prénom	Ministère concerné
Mourad Dhabeibi	Ministère des affaires sociales
Wahida Manaï	Ministère des affaires sociales
Mohamed Hedi Abidi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Cherifa Rchaydia	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Naouel Hassine	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Siliana :

Nom et prénom	Ministère concerné
Arbia Ghodhbèn	Ministère des affaires sociales
Mahmoud Werteni	Ministère des affaires sociales
Chalbia Sallemi	Ministère des affaires sociales
Sarra Gassmi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Rabeb Belghith	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Rochdi Sallami	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Samira Sassi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Circonscription de la cour d'appel de Kasserine**Cour d'appel de Kasserine :**

Nom et prénom	Ministère concerné
Makrem Saihi	Ministère des affaires sociales
Fadhila Mhamdi	Ministère des affaires sociales
Aycha Hossni	Ministère des affaires sociales
Hania Rabhi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Adel Bransi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Kasserine :

Nom et prénom	Ministère concerné
Nizar Dalhoumi	Ministère des affaires sociales
Mouna Rabhi	Ministère des affaires sociales
Mohamed Rabhi	Ministère des affaires sociales
Omar Bouazizi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Mohamed Sayahi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Circonscription de la cour d'appel de Sousse**Cour d'appel de Sousse :**

Nom et prénom	Ministère concerné
Hichem Akermi	Ministère des affaires sociales
Karima Chaouech	Ministère des affaires sociales
Latifa Jribi	Ministère des affaires sociales
Hedi Hmida	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Imen Zouaoui	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Rochdi Ben Ghalba	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Sousse 1 et 2 :

Nom et prénom	Ministère concerné
Adel Souelmia	Ministère des affaires sociales
Mohamed Ghabsi	Ministère des affaires sociales
Samia Mahjoub	Ministère des affaires sociales
Moez Sehli	Ministère des affaires sociales
Amel Ben Ali	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Henda Jaiem	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Noura Ourymi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Amel Bouabid	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Circonscription de la cour d'appel de Kairouan**Cour d'appel de Kairouan :**

Nom et prénom	Ministère concerné
Sameh Jouini	Ministère des affaires sociales
Ines Brahem	Ministère des affaires sociales
Naila Karoui	Ministère des affaires sociales
Faycel Rahmani	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Mounir Dbichi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Kairouan:

Nom et prénom	Ministère concerné
Taher Hadded	Ministère des affaires sociales
Sabra Dalloul	Ministère des affaires sociales
Faouzia Slimeni	Ministère des affaires sociales
Meriam Tiss	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Tarek Nsibi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Circonscription de la cour d'appel de Monastir**Cour d'appel de Monastir :**

Nom et prénom	Ministère concerné
Bassma Kammoun	Ministère des affaires sociales
Nahla Sayedi	Ministère des affaires sociales
Rabeh Garbaâ	Ministère des affaires sociales
Maherzia Atig	Ministère des affaires sociales
Tarek Gaha	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Naji Faleh	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Ali Hileli	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Monastir :

Nom et prénom	Ministère concerné
Cheker Selmi	Ministère des affaires sociales
Semi Krir	Ministère des affaires sociales
Adel Mhadhbi	Ministère des affaires sociales
Houda Ben Salah	Ministère des affaires sociales
Raja Nguara	Ministère des affaires sociales
Hmida Zemzem	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Aljia Abdelkader	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Afef Hammami	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Mahdia :

Nom et prénom	Ministère concerné
Olfa Kassas	Ministère des affaires sociales
Imen Brini	Ministère des affaires sociales
Sofien Ben Salah	Ministère des affaires sociales
Sana Aroum	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Youssef Souaii	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Salem Maatoug	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Besma Mahmoudi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Circonscription de la cour d'appel de Sfax**Cour d'appel de Sfax :**

Nom et prénom	Ministère concerné
Salma Abid Krichen	Ministère des affaires sociales
Amer Rabâoui	Ministère des affaires sociales
Salma Ben Brahim	Ministère des affaires sociales
Mayssoune Ahmedi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Ramzi Sallemi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Hania Abed	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Sfax 1 et 2 :

Nom et prénom	Ministère concerné
Fatma Abdel Hedi	Ministère des affaires sociales
Moussa Ben Ali	Ministère des affaires sociales
Emna Hamdi	Ministère des affaires sociales
Samir Ben Mesbeh	Ministère des affaires sociales
Afef Derbel	Ministère des affaires sociales
Youssef El Hadded	Ministère des affaires sociales
Lamia Amari	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Thouraya Bekkari	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Samia Brayek	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Majid Henchi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Circonscription de la cour d'appel de Sidi Bouzid**Cour d'appel de Sidi Bouzid :**

Nom et prénom	Ministère concerné
Toumia Tahri	Ministère des affaires sociales
Chafika Saghrouni	Ministère des affaires sociales
Saida Haamdi	Ministère des affaires sociales
Ahlem Bouazizi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Abdesslem Khadhraoui	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Marouan Ifi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Sidi Bouzid :

Nom et prénom	Ministère concerné
Najet Hmidi	Ministère des affaires sociales
Aycha Nassri	Ministère des affaires sociales
Sara Ghnimi	Ministère des affaires sociales
Bassma Ourtatani	Ministère des affaires sociales
Najib Nassri	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Sabra Saadouli	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Circonscription de la cour d'appel de Gafsa**Cour d'appel de Gafsa :**

Nom et prénom	Ministère concerné
Najeh Amroussia	Ministère des affaires sociales
Kamel Ghweidia	Ministère des affaires sociales
Samir Boubaker	Ministère des affaires sociales
Najwa Hattouss	Ministère des affaires sociales
Sourour Harrath	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Chokri Bannour	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Houcine Elbehia	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Ismail Ahmed	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Gafsa :

Nom et prénom	Ministère concerné
Radhia Zhiou	Ministère des affaires sociales
Mourad Merghni	Ministère des affaires sociales
Lamia Ben Hmida	Ministère des affaires sociales
Mansour Abechka	Ministère des affaires sociales
Naima Hamdani	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Hanene Ben Ahmed	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Adel Tlili	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Tozeur :

Nom et prénom	Ministère concerné
Amen Hedfi	Ministère des affaires sociales
Sihem Sahraoui	Ministère des affaires sociales
Sonia Tibi	Ministère des affaires sociales
Sonia Khmili	Ministère des affaires sociales
Khaoula Hmida	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Cherifa Khelifi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Hichem Gaddour	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Rim El Ayn	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Circonscription de la cour d'appel de Gabès

Cour d'appel de Gabès :

Nom et prénom	Ministère concerné
Nader Ounisi	Ministère des affaires sociales
Fathia Saâfi	Ministère des affaires sociales
Karima Hamed	Ministère des affaires sociales
Noura Hrichi	Ministère des affaires sociales
Ratiba Debeya Chaâbene	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Anouar Ayachi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Tarek Gara	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Gabès :

Nom et prénom	Ministère concerné
Massaouda Touitti	Ministère des affaires sociales
Leila Merri	Ministère des affaires sociales
Souad Jaoued	Ministère des affaires sociales
Mohssen Belguesem	Ministère des affaires sociales
Hayet Ben Mansour	Ministère des affaires sociales
Mohamed Taher Bahri	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Sami Sbalti	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Noureddine Ouarghi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Kébili :

Nom et prénom	Ministère concerné
Fatma Hamed	Ministère des affaires sociales
Jannet Dguechi	Ministère des affaires sociales
Abdelhakim Makki	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Ridha Boukhris	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Mahmoud Chihaoui	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Meriem Ben Ammar	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Circonscription de la cour d'appel de Médenine

Cour d'appel de Médenine :

Nom et prénom	Ministère concerné
Chadlia Guessmi	Ministère des affaires sociales
Dhekra Briki	Ministère des affaires sociales
Farid Khalef	Ministère des affaires sociales
El Mabrouk Cheriak	Ministère des affaires sociales
Samir Hachouch	Ministère des affaires sociales
Sarra Larayedh	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Tarek Essal	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Adel Chouiref	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Médenine :

Nom et prénom	Ministère concerné
Adballah Boujadaâ	Ministère des affaires sociales
Ines Melien	Ministère des affaires sociales
Miloud Baâka	Ministère des affaires sociales
Noureddine Kabaou	Ministère des affaires sociales
Karima Jemâa	Ministère des affaires sociales
Khalifa Amri	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Raouf Lourimi	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Jilani Boubtane	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Tribunal de première instance de Tataouine :

Nom et prénom	Ministère concerné
Souissi Nassri	Ministère des affaires sociales
Khadija El Arbi	Ministère des affaires sociales
Elarbi Ben Gayed	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Souad Kerech	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Souad Ghandour	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Zaineb Kamanthar	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance
Najeh Elhaj Massoued	Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

Par arrêté du ministre de la justice du 13 février 2018.

Est mis fin à la nomination de Madame Latifa Khemiri, administrateur général de greffe de juridiction, en tant que chef de greffe de la cour d'appel de Tunis, à compter du 1^{er} décembre 2017.

Par arrêté du ministre de la justice du 13 février 2018.

Est mis fin à la nomination de Monsieur Fayçal Ajmi, administrateur conseiller de greffe de juridiction, des fonctions de chef de service des peines de substitution, d'exécution et des affaires des détenus à la direction générale des affaires pénales au ministère de la justice, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Par arrêté du ministre de l'intérieur du 29 janvier 2018.

Les administrateurs conseillers de l'intérieur dont les noms suivent sont nommés au grade d'administrateur en chef de l'intérieur au corps administratif du ministère de l'intérieur, à compter du 12 janvier 2018 :

- Sabiha Haji,
- Mounir Jlassi,
- Monji Hnichi
- Khaled Hayouni,
- Samir Ben Zayed,
- Najeh Romdhani,
- Soufiene Rjaibi
- Ajmi Ben Mabrouk,
- Skander Jaljli,
- Yasser Limam.

Par arrêté du ministre de l'intérieur du 22 janvier 2018.

Les gestionnaires conseillers de documents et d'archives dont les noms suivent sont nommés au grade de gestionnaire en chef de documents et d'archives au ministère de l'intérieur :

- Laila Ammar,
- Abdeellatif Baklouti,
- Saida Ajroud.

Par arrêté du ministre des affaires étrangères du 2 février 2018.

Monsieur Moez Ben Mime, ministre plénipotentiaire, est chargé des fonctions de directeur au groupe d'études et de recherches pour le suivi des relations tuniso-libyennes au ministère des affaires étrangères.

Par arrêté du ministre des affaires étrangères du 2 février 2018.

Monsieur Adel Ben Abdallah, conseiller des affaires étrangères, est chargé des fonctions de directeur adjoint de l'union du Maghreb arabe à la direction générale des affaires politiques, économiques et de coopération pour le monde arabe et les organisations arabes et islamiques au ministère des affaires étrangères.

Par arrêté du ministre des affaires étrangères du 2 février 2018.

Monsieur Anouar Missaoui, conseiller des affaires étrangères, est chargé des fonctions de directeur adjoint de France, Italie et Allemagne à la direction générale des affaires politiques, économiques et de coopération pour l'Europe et l'union européenne au ministère des affaires étrangères.

Par arrêté du ministre des affaires étrangères du 2 février 2018.

Madame Radhia Ben Jalloul épouse Belhaj, conseiller des affaires étrangères, est chargée des fonctions de directeur adjoint des Etats-Unis d'Amérique et Canada à la direction générale des affaires politiques, économiques et de coopération pour les pays d'Amérique, l'Asie pacifique et les organisations régionales américaines et asiatiques au ministère des affaires étrangères.

Par arrêté du ministre des affaires étrangères du 2 février 2018.

Mademoiselle Kaouthar Chelbi, conseiller des affaires étrangères, est chargée des fonctions de directeur adjoint pays d'Asie du Sud-Est et du pacifique à la direction générale des affaires politiques, économiques et de coopération pour les pays d'Amérique, l'Asie pacifique et les organisations régionales américaines et asiatiques au ministère des affaires étrangères.

Par arrêté du ministre des affaires étrangères du 2 février 2018.

Monsieur Anouar Chandoul, inspecteur central des services financiers, est chargé des fonctions de directeur adjoint du budget, de l'ordonnancement et de la comptabilité à la direction des affaires administratives et financières au ministère des affaires étrangères.

MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES**Par décret gouvernemental n° 2018-143 du 7 février 2018.**

Monsieur Abdelkarim Ben Mefteh, administrateur général de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, est chargé des fonctions de directeur général des services communs au ministère des affaires religieuses.

MINISTERE DES FINANCES**Par décret gouvernemental n° 2018-144 du 7 février 2018.**

Est accordé à Madame Hédia Hammami, inspecteur des services financiers au ministère des finances, un congé pour la création d'une entreprise, et ce, pour une période d'une année.

MINISTERE DU COMMERCE**Par décret gouvernemental n° 2018-145 du 7 février 2018.**

Monsieur Salah Issa, ingénieur en chef, est nommé inspecteur général du commerce au ministère du commerce.

En application des dispositions de l'article 17 du décret n° 2001-2966 du 20 décembre 2001, l'intéressé bénéficie du rang et avantages de directeur général d'administration centrale.

Par décret gouvernemental n° 2018-146 du 7 février 2018.

Monsieur Abd Errazek Nemri, ingénieur général, est chargé des fonctions de directeur régional du commerce de Zaghouan au ministère du commerce, à compter du 1^{er} août 2017.

En application des dispositions de l'article 2 du décret n° 2009-76 du 13 janvier 2009, est attribué à l'intéressé, le rang et avantages de directeur général d'administration central.

MINISTERE DES AFFAIRES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT**Par arrêté du ministre des affaires locales et de l'environnement du 13 février 2018.**

Monsieur Lotfi Dachraoui, architecte principal, est chargée des fonctions de directeur du matériel et la propreté à la commune de l'Ariana.

Par arrêté du ministre des affaires locales et de l'environnement du 13 février 2018.

Monsieur Nizar Ghannay, administrateur conseiller, est chargé des fonctions de directeur des affaires administratives générales à la commune de Tina.

Par arrêté du ministre des affaires locales et de l'environnement du 13 février 2018.

Mademoiselle Sajia El Frikha, administrateur, est chargée des fonctions de sous-directeur des ressources humaines à la commune de Sfax.

Par arrêté du ministre des affaires locales et de l'environnement du 13 février 2018.

Madame Khadija Ben Mansour épouse Chebbi, ingénieur en chef, est chargée des fonctions de sous-directeur de l'aménagement de la commune de Mohamedia.

Par arrêté du ministre des affaires locales et de l'environnement du 13 février 2018.

Monsieur Ali Ghafari, architecte principal, est chargée des fonctions de sous-directeur de l'aménagement à la commune de Tataouine.

Par arrêté du ministre des affaires locales et de l'environnement du 13 février 2018.

Madame Radhia Saidi, administrateur conseiller, est chargée des fonctions de sous-directeur des affaires financières à la commune de Bouficha.

Par arrêté du ministre des affaires locales et de l'environnement du 13 février 2018.

Madame Hathba Jlibi administrateur conseiller, est chargée des fonctions de sous-directeur des affaires administratives à la commune de Hammamet.

Par arrêté du ministre des affaires locales et de l'environnement du 13 février 2018.

Madame Jihène Arfa, architecte principal, est chargée des fonctions de sous-directeur des études et de l'aménagement et des travaux à la commune de Sidi Hssine.

Par arrêté du ministre des affaires locales et de l'environnement du 13 février 2018.

Madame Widad Chatali, administrateur conseiller, est chargée des fonctions de sous-directeur des affaires administratives à la commune de Mohamedia.

MINISTERE DE L'EDUCATION

Par arrêté du ministre de l'éducation du 13 février 2018.

Monsieur Hatem Khaled, professeur principal émérite, est chargé des fonctions de chef du bureau de la sécurité et de la permanence au secrétariat général du ministère de l'éducation.

En application des dispositions de l'article 16 du décret n° 2009-3779 du 21 décembre 2009, l'intéressée bénéficie des indemnités et avantages accordés à un sous-directeur d'administration centrale.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DES RESSOURCES HYDRAULIQUES
ET DE LA PECHE**

Par décret gouvernemental n° 2018-147 du 7 février 2018.

Monsieur Noureddine Khedher, administrateur en chef, est chargé des fonctions d'inspecteur général des services administratifs, financiers et techniques au ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche, et ce, à compter du 17 août 2017.

En application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-420 du 13 février 2001, l'intéressé bénéficie des indemnités et avantages accordés à un directeur général d'administration centrale.

Par décret gouvernemental n° 2018-148 du 7 février 2018.

Monsieur Salem Trigui, colonel major, est chargé des fonctions de directeur général des forêts au ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche, et ce, à compter du 9 octobre 2017.

Par décret gouvernemental n° 2018-149 du 7 février 2018.

Monsieur Tahar Mbarki, ingénieur en chef, est chargé des fonctions de commissaire régional au développement agricole de Kébili, et ce, à compter du 17 août 2017.

Par décret gouvernemental n° 2018-150 du 7 février 2018.

Monsieur Kamel Jarray, ingénieur général, est déchargé des fonctions d'inspecteur général des services administratifs, financiers et techniques au ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche, et ce, à compter du 17 août 2017.

Par décret gouvernemental n° 2018-151 du 7 février 2018.

Monsieur Mansour Kacem, ingénieur en chef, est déchargé des fonctions de commissaire régional au développement agricole de Kébili, et ce, à compter du 17 août 2017.

Par arrêté du ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche du 13 février 2018.

Sont ajoutées à la liste des experts en diagnostic (auditeurs) technique, périodique et obligatoire des équipements, des travaux et des modes de production liés à l'utilisation des eaux publiée par l'arrêté du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques du 22 juillet 2006, les noms suivants :

- Fraj Letteif,
- Aymen Ben Hassen,
- Ahmed Cherfi,
- Marwen Ben Rfifa.

MINISTERE DE LA SANTE

Par arrêté du ministre de la santé du 31 janvier 2018.

Madame Lamia Belhassen épouse Bjaoui, administrateur conseiller de la santé publique, est chargée des fonctions de directeur de la gestion administrative et financière au centre national de transfusion sanguine.

Par arrêté du ministre de la santé du 13 février 2018.

Monsieur Samir Abdeljaouad, inspecteur général de la santé publique, est chargé des fonctions de directeur de la promotion des prestations sanitaires à la direction régionale de la santé de Mannouba, à compter du 31 janvier 2018.

**MINISTERE DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI**

Par décret gouvernemental n° 2018-152 du 7 février 2018.

Madame Ines Slimen, professeur principal hors classe de la jeunesse et de l'enfance, est nommée chargée de mission au cabinet du ministre de la formation professionnelle et de l'emploi, à compter du 13 décembre 2017.

MINISTERE DU TRANSPORT

Arrêté du ministre du transport du 2 février 2018, modifiant l'arrêté du 1^{er} août 2006 relatif aux prestations administratives rendues par les services relevant du ministère du transport, des établissements et entreprises publics sous tutelle et aux conditions de leur octroi.

Le ministre du transport,

Vu la constitution,

Vu la loi n° 2004-33 du 19 avril 2004, portant organisation des transports terrestres, telle que modifiée par la loi n° 2006-55 du 28 juillet 2006,

Vu le décret n° 93-1880 du 13 septembre 1993, relatif au système d'information et de communication administrative,

Vu le décret n° 95-641 du 3 avril 1995, fixant la liste des attestations administratives pouvant être délivrées aux usagers par les services du ministère du transport et les entreprises publiques et établissements publics sous-tutelle, tel que modifié par le décret n° 97-998 du 26 mai 1997,

Vu le décret n° 2014-409 du 16 janvier 2014, fixant les attributions du ministère du transport,

Vu le décret n° 2014-410 du 16 janvier 2014, portant organisation des services centraux du ministère du transport, tel que modifié par le décret gouvernemental n° 2016-97 du 11 janvier 2016,

Vu le décret Présidentiel n° 2016-107 du 27 août 2016, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu le décret Présidentiel n° 2017-124 du 12 septembre 2017, portant nomination de membres du gouvernement,

Vu l'arrêté du ministre du transport du 1^{er} août 2006, relatif aux prestations administratives rendues par les services relevant du ministère du transport, des établissements et entreprises publics sous-tutelle et aux conditions de leur octroi, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété.

Arrête :

Article premier - Sont modifiées, les prestations relatives au domaine du transport terrestre, objet des annexes citées ci-dessous de l'arrêté du ministre du transport du 1^{er} août 2006 susvisé :

Cahiers des charges :

Les annexes n° 8-9 et 8-11 suivant les annexes n° 8-9 (nouveau) et 8-11 (nouveau).

Art. 2 - Le directeur général des transports terrestres et le président-directeur général de l'agence technique des transports terrestres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 2 février 2018.

Le ministre du transport

Radhouane Ayara

Vu

Le Chef du Gouvernement

Youssef Chahed

SYSTEME D'INFORMATION
ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du ministre du transport du, relatif aux prestations administratives rendues par les services relevant du ministère du transport, des établissements et entreprises publics placés sous sa tutelle et aux conditions de leur octroi.

Organisme : Ministère du transport

Domaine de la prestation : Transport terrestre

Objet de la prestation : Exercice de l'activité du transport de marchandises pour le compte d'autrui par les personnes morales

Conditions d'obtention

Soumis à un cahier des charges

Étapes de la prestation	Intervenants	Délais
- retirer le cahier des charges, auprès des services compétents du ministère du transport - dépôt de la déclaration annexée au cahier des charges en deux exemplaires originaux avec signature légalisée de l'intéressé - délivrance d'un exemplaire de cette déclaration après visa de l'administration	- l'intéressé - le ministère du transport (les services compétents du ministère du transport)	Dans la journée du dépôt du cahier des charges

Lieu de dépôt du dossier

Les services compétents du ministère du transport

Lieu d'obtention de la prestation

Lieu de dépôt du cahier des charges

Délai d'obtention de la prestation

Dans la journée du dépôt du cahier des charges.

Références législatives et/ou réglementaires

- Loi n° 2004-33 du 19 avril 2004, portant organisation des transports terrestres modifiée par la loi n° 2006-55 du 28 juillet 2006.
- Arrêté du ministre du transport du 10 décembre 2008, fixant le seuil de poids total autorisé en charge des véhicules dont l'exploitation dans le transport routier de marchandises pour le compte d'autrui est soumise à un cahier des charges et une déclaration préalable auprès des services spécialisés du ministère chargé du transport, fixant les marques distinctives de ces véhicules et portant approbation de deux cahiers des charges relatifs à l'exercice de l'activité de transport routier de marchandises pour le compte d'autrui modifié et complété par l'arrêté du ministre du transport du 15 juillet 2013.
- Arrêté du ministre du transport du 28 février 2017, portant approbation des modifications apportées à certaines dispositions du cahier des charges relatif à l'exercice par des personnes morales de l'activité de transport routier de marchandises pour le compte d'autrui approuvé par l'arrêté du ministre du transport du 10 décembre 2008, fixant le seuil de poids total autorisé en charge des véhicules dont l'exploitation dans le transport routier de marchandises pour le compte d'autrui est soumise à un cahier des charges et une déclaration préalable auprès des services spécialisés du ministère chargé du transport, fixant les marques distinctives de ces véhicules et portant approbation de deux cahiers des charges relatifs à l'exercice de l'activité de transport routier de marchandises pour le compte d'autrui.

SYSTEME D'INFORMATION
ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du ministre du transport du, relatif aux prestations administratives rendues par les services relevant du ministère du transport, des établissements et entreprises publics placés sous sa tutelle et aux conditions de leur octroi.

Organisme : Ministère du transport

Domaine de la prestation : Transport terrestre

Objet de la prestation : Exercice par les personnes morales de l'activité de location de véhicules de transport routier de marchandises dont le poids total autorisé en charge dépasse 12 tonnes

Conditions d'obtention

Soumis à un cahier des charges

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
<ul style="list-style-type: none"> - retirer le cahier des charges, auprès des services compétents du ministère du transport - dépôt de la déclaration annexée au cahier des charges en deux exemplaires originaux avec signature légalisée de l'intéressé - délivrance d'un exemplaire de cette déclaration après visa de l'administration 	<ul style="list-style-type: none"> - l'intéressé - le ministère du transport (les services compétents du ministère du transport) 	<p>Dans la journée du dépôt du cahier des charges</p>

Lieu de dépôt du dossier

Les services compétents du ministère du transport

Lieu d'obtention de la prestation

Lieu de dépôt du cahier des charges

Délai d'obtention de la prestation

Dans la journée du dépôt du cahier des charges.

Références législatives et/ou réglementaires

- La loi n° 2004-33 du 19 avril 2004, portant organisation des transports terrestres telle que modifiée par la loi n° 2006-55 du 28 juillet 2006.
- Arrêté du ministre du transport du 18 octobre 2011, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de l'activité de location des véhicules de transport routier de marchandises dont le poids total autorisé en charge dépasse douze tonnes et fixant les catégories de véhicules dont la location ne peut avoir lieu qu'avec conducteur.
- Arrêté du ministre du transport du 28 février 2017, portant approbation de modification de quelques dispositions du cahier des charges relatif à l'exercice par les personnes morales de l'activité de location des véhicules de transport routier de marchandises dont le poids total autorisé en charge dépasse douze tonnes approuvé par l'arrêté du ministre du transport du 18 octobre 2011.

**MINISTERE DES AFFAIRES
DE LA JEUNESSE ET DU SPORT**

Par décret gouvernemental n° 2018-153 du 7 février 2018.

Monsieur Abdelkarim Fatnassi, inspecteur en chef des services financiers, est chargé des fonctions de commissaire régional de la jeunesse, des sports et de l'éducation physique du Kef au ministère des affaires de la jeunesse et du sport.

En application des dispositions de l'article 3 du décret n° 2008-2062 du 2 juin 2008, l'intéressé bénéficie de la fonction de directeur général d'administration centrale.

Par décret gouvernemental n° 2018-154 du 7 février 2018.

Madame Raoudha Mlouhia née Assal, administrateur conseiller, est chargée des fonctions de commissaire régional de la jeunesse, des sports et de l'éducation physique de l'Ariana au ministère des affaires de la jeunesse et du sport.

En application des dispositions de l'article 3 du décret n° 2008-2062 du 2 juin 2008, l'intéressée bénéficie de la fonction de directeur général d'administration centrale.

**MINISTERE DE LA FEMME, DE
LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE**

Par arrêté de la ministre de la femme, de la famille et de l'enfance du 13 février 2018.

Monsieur Nabil Zoukari, professeur émérite de la jeunesse et de l'enfance, est chargé des fonctions de chef de service de suivi des établissements d'enfance à la sous-direction des services spécifiques à la délégation régionale des affaires de la femme et de la famille à Siliana.

**MINISTERE DES RELATIONS AVEC LES
INSTANCES CONSTITUTIONNELLES ET
LA SOCIETE CIVILE ET DES DROITS
DE L'HOMME**

Par arrêté du ministre des relations avec les instances constitutionnelles et la société civile et des droits de l'Homme du 13 février 2018.

Monsieur Nasreddine Bellil, travailleur social conseiller, est chargé des fonctions de chef service de la rémunération et de la gestion financière des moyens des services de l'intervention publique et de l'équipement à la direction générale des services communs au ministère des relations avec les instances constitutionnelles et la société civile et des droits de l'Homme.

**MINISTERE DES DOMAINES DE L'ETAT
ET DES AFFAIRES FONCIERES**

Par décret gouvernemental n° 2018-155 du 7 février 2018.

Est attribuée à Monsieur Ridha Jebali, administrateur conseiller des domaines de l'Etat et des affaires foncières, directeur des affaires financières à la direction générale des services communs au ministère des domaines de l'Etat et des affaires foncières, l'indemnité de gestion administrative et financière.